

**MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES**

**REGLEMENT DE LA CONSULTATION (R.C.)**

**ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE mono-attributaire**

**Maître de l'ouvrage**

**ETAT - MINISTÈRE DES ARMÉES ET DES ANCIENS COMBATTANTS**

**Objet de la consultation**

**Projet n° 25 043**

**DAF 2025 001102**

**Accord-cadre à bons de commande mono-attributaire relatif  
à l'exécution de diagnostics et de travaux de dépollution pyrotechnique  
au profit des emprises relevant du périmètre de compétence du SID SUD-OUEST**

**Remise des offres**

**Date et heure limite de réception :** 30 JUIN 2026 à 16 h 00

## SOMMAIRE

	Pages
<b>ARTICLE 1 - L'ACHETEUR PUBLIC.....</b>	<b>3</b>
1.1. Maître de l'ouvrage .....	3
1.2. Représentant du pouvoir adjudicateur .....	3
<b>ARTICLE 2 – OBJET ET CONDITION DE LA CONSULTATION ET CONDITIONS RELATIVES A L'ACCORD-CADRE .....</b>	<b>3</b>
2.1. Description sommaire du marché .....	3
2.2. Durée d'exécution du marché.....	3
2.3. Estimation du montant de l'accord cadre .....	3
2.4. Type de marché .....	4
2.5. Procédure .....	4
2.6. Nomenclature.....	4
2.7. Décomposition du marché en tranche .....	4
2.8. Allotissement du marché.....	4
2.9. Prestations supplémentaires.....	4
2.10. Variantes.....	4
2.11. Mode de dévolution .....	4
2.12. Compétence du titulaire.....	4
2.13. Périmètre géographique .....	4
<b>ARTICLE 3 – CONDITIONS RELATIVES AU MARCHÉ.....</b>	<b>4</b>
3.1. Retenue de garantie .....	4
3.2. Modalités essentielles de financement et de paiement .....	5
3.3. Bons de commande.....	5
3.4. Dispositions relatives aux prestations intéressant la défense.....	5
3.5. Information sur les contrôles primaires des personnes physiques .....	5
3.6. Information sur la démarche d'homologation des systèmes industriels d'infrastructures .....	5
3.7. Cyber sécurité.....	5
3.8. Clause environnementale et sociale .....	5
<b>ARTICLE 4 – CONDITION DE PARTICIPATION : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES .....</b>	<b>6</b>
4.1. Généralités .....	6
4.2. Modifications de détails au dossier de consultation .....	6
4.3. Questions des entreprises sur la PLACE et renseignements complémentaires .....	6
4.4. Visite des lieux.....	6
4.5. Contenu des plis .....	6
4.6. Modalité d'envoi des plis .....	13
4.7. Convention de nommage .....	13
<b>ARTICLE 5 – JUGEMENT DES OFFRES.....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 6 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....</b>	<b>14</b>
6.1. Contenu du dossier de consultation.....	14
6.2. Délai de validité des offres .....	14
<b>ARTICLE 7 : PROCEDURE DE RECOURS .....</b>	<b>14</b>

### LISTE DES ANNEXES

- Annexe I : Détail Quantitatif Estimatif (DQE)
- Annexe II : Cadre de références A, B, et C
- Annexe III : Clauses de dématérialisation

## **ARTICLE 1 - L'ACHETEUR PUBLIC**

### **1.1. Maître de l'ouvrage**

L'acheteur public est l'Etat, Ministère des Armées et des Anciens Combattants, Secrétariat Général pour l'Administration, Service d'Infrastructure de la Défense Sud-Ouest.

#### **Adresse postale :**

Service d'Infrastructure de la Défense SUD-OUEST  
223, rue de Bègles  
CS 21 152 - 33 068 Bordeaux cedex

#### **Adresse géographique :**

Service d'Infrastructure de la Défense SUD-OUEST  
Caserne Pelleport  
9, rue de Cursol - 33 000 Bordeaux

### **1.2. Représentant du pouvoir adjudicateur**

Le représentant du pouvoir adjudicateur est la directrice du Service d'Infrastructure de la défense SUD-OUEST habilité par arrêté ministériel du 22 juin 2007 modifié.

## **ARTICLE 2 – OBJET ET CONDITION DE LA CONSULTATION ET CONDITIONS RELATIVES A L'ACCORD-CADRE**

### **2.1. Description sommaire du marché**

La présente consultation a pour objet l'exécution de **diagnostics et travaux de dépollution pyrotechnique** au profit des emprises relevant du périmètre du SID Sud-Ouest, sous la forme d'un accord-cadre à bons de commandes mono-attributaire.

Les prestations comprennent, notamment, la rédaction des études de sécurité, les opérations de préparation du terrain et de diagnostic de la pollution pyrotechnique potentielle, puis les opérations de dépollution pyrotechnique, de la mise à jour des anomalies liées à la destruction des objets et matières explosives.

Les lieux des prestations sont prévus sur les emprises militaires relevant du périmètre géographique du service d'infrastructure de la défense SUD-OUEST, également soutenues par ses organismes subordonnés (unités de soutien de l'infrastructure de la défense – USID).

Le présent accord-cadre à bons de commande couvre les Bases de Défense et départements suivants :

- BDD de Pau-Bayonne (64),
- BDD de Mont-de-Marsan (40-33)
- BDD de Bordeaux-Mérignac-Agen (33-47)
- BDD de Cazaux (33)
- BDD de Saint Maixent-Poitiers-Angoulême et Brive la Gaillarde (16, 19, 23, 24, 79, 85, 86, 87)
- BDD de Rochefort-Saintes-Cognac-La Rochelle (16-17)
- BDD de Toulouse-Carcassonne- Montauban (09, 11, 31, 32, 46, 65, 66, 81, 82)

Les prestations concernant la BDD de Toulouse-Carcassonne-Montauban ne seront commandées sur le présent accord-cadre qu'à partir du 14 septembre 2027, un accord-cadre étant en cours sur les emprises concernées.

La description des prestations est indiquée dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Le volume des prestations est estimé à environ trente (30) bons de commande par an.

### **2.2. Durée d'exécution du marché**

Le présent accord-cadre est conclu pour une période ferme de (24) vingt-quatre mois à compter de la date de notification du marché. Il peut être reconduit à l'issue de ces deux (2) années et à sa date anniversaire, par tacite reconduction, pour une période d'une durée égale à douze (12) mois, sans que sa durée totale ne puisse excéder 48 mois (4 ans).

### **2.3. Estimation du montant de l'accord cadre**

Le montant de commande estimé est de :

- 1 400 000 € TTC annuel
- 16 000 000 € TTC maximum sur 4 ans

### **2.4. Type de marché**

Le présent marché est un marché de prestations intellectuelles.

Les prestations objet du présent marché feront l'objet de bons de commande en application des articles R. 2162-2, R. 2162-13 à R. 2162-14 du code de la commande publique.

### **2.5. Procédure**

La présente consultation est passée selon l'appel d'offre ouvert, en application des articles R.2161-2 à R 2161-5 du code de la commande publique.

### **2.6. Nomenclature**

CPV principal : 45112340-0 « Travaux de décontamination des sols ».

Code Groupe de Marchandise (GM) : 36.02.06. « Travaux de dépollution, décontamination »

### **2.7. Décomposition du marché en tranche**

Sans objet.

### **2.8. Allotissement du marché**

Le présent marché ne comporte ni tranche, ni lot.

### **2.9. Prestations supplémentaires**

Sans objet.

### **2.10. Variantes**

Aucune variante n'est autorisée, ni exigée. Les candidats doivent présenter une offre entièrement conforme aux documents de la consultation.

### **2.11. Mode de dévolution**

En cas de groupement, la forme imposée au candidat après l'attribution sera le groupement solidaire.

### **2.12. Compétence du titulaire**

Le titulaire doit détenir la formation « Manager Qualité Sécurité Environnement » en dépollution pyrotechnique et restes explosifs de guerre », spécialité « Chef de projet en dépollution pyrotechnique ou formation équivalente ou stages équivalents.

### **2.13. Périmètre géographique**

A compter du 13 septembre 2027, le périmètre de Carcassonne sera intégré avec le périmètre de Toulouse-Montauban par avenant.

## **ARTICLE 3 – CONDITIONS RELATIVES AU MARCHÉ**

### **3.1. Retenue de garantie**

Sans objet.

### 3.2. Modalités essentielles de financement et de paiement

- Financement du marché : le marché est financé sur le budget de l'Etat
- Prix du marché : le marché sera conclu à **prix unitaires**.
- Unité monétaire : le marché est conclu en euros.
- Mode de règlement : le mode de règlement choisi par le maître d'ouvrage est le virement.
- Règlement des comptes : le C.C.A.P. du présent marché fixe dans son article 6 le mode de règlement des comptes et le mode de variation des prix.
- Délais de paiement : le délai global de paiement des acomptes et du solde est fixé à 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

### 3.3. Bons de commande

Les prestations seront commandées par bons de commande au fur et à mesure de la survenance du besoin.

### 3.4. Dispositions relatives aux prestations intéressant la défense

Le présent dossier intéressant la défense, les candidats auront à en assurer la conservation avec toutes les précautions de confidentialité requises.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des Clauses Administratives Particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter eu égard au fait que les prestations à exécuter se situent dans l'enceinte militaire à l'intérieur de laquelle des précautions particulières sont à prendre en permanence pour la protection du SECRET ou de points sensibles.

### 3.5 Information sur les contrôles primaires des personnes physiques

Pour l'exécution des prestations relatives à la présente consultation, toutes les personnes amenées à pénétrer sur site feront l'objet d'un contrôle primaire.

L'enquête de sécurité nécessite le dépôt de fiche de contrôle primaire de **deux (2) mois minimum avant toute demande d'accès au site concerné**. En effet, le délai de l'enquête de sécurité est de deux mois minimum.

Le modèle de ces fiches sera fourni dans le DCE.

L'accès au site ne sera autorisé que **sous réserve d'une fiche individuelle de contrôle primaire validée**.

Même après un retour positif des fiches individuelles de contrôle primaire validée, l'accès dans l'enceinte militaire est subordonné à la réception par le conducteur d'opération d'une demande comme suit :

- pour des interventions d'une durée supérieure à 1 semaine : préavis minimum de 15 jours,
- pour des interventions d'une durée inférieure à une semaine : préavis minimum de 5 jours.

### 3.6. Information sur la démarche d'homologation des systèmes industriels d'infrastructures

Sans objet.

### 3.7. Cyber sécurité

Sans objet.

### 3.8. Clause environnementale et sociale

#### 3.8.1 – Clauses sociales

Sans objet.

#### 3.8.2 – Clauses environnementales

\*La mise à disposition des documents livrables doit être de préférence au format dématérialisé et/ou sur supports en papier recyclé ou éco-labellisé garantissant l'usage d'un bois issu de forêts gérées durablement (papier recyclé, papier éco-labellisé ecolabel européen, NF Environnement, Ange bleu ou équivalent, papier certifié issu de forêts gérées durablement labellisé

PEFC, FSC ou équivalent, avec un grammage le plus fin possible). En cas de recours à la reprographie, le mode recto verso et en noir et blanc est privilégié. Les documents papiers sont limités et le coût de la reproduction est compris dans le forfait global.

Les documents livrables sont remis via un extranet sécurisé. Les documents dématérialisés partagés par le titulaire sont compressés autant que possible tout en conservant leur lisibilité.

\*Pour les déplacements, le titulaire privilégie, pour les différents sites concernés par l'accord cadre, les déplacements écologiquement responsable (par exemple, transport en commun, mode piéton, véhicule 2 roues....).

Si l'utilisation de véhicules individuels est indispensable, le parc servant à l'exécution des prestations comprend de préférence des véhicules fonctionnant à l'énergie électrique, au gaz de pétrole liquéfié (GPL), au gaz naturel pour véhicules (GNV), à l'hydrogène ou encore des véhicules hybrides (mixtes électriques et essence) conformes aux normes en vigueur.

Optimisation des déplacements : Les titulaires proposent une organisation permettant d'optimiser les déplacements sur le territoire.

\*Pour le suivi des prestations, le titulaire utilise, sauf nécessité dûment justifiée, les échanges par voie dématérialisée (courriel, vidéoconférence, audioconférence, etc.)

## **ARTICLE 4 – CONDITION DE PARTICIPATION : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES**

### **4.1. Généralités**

Les dossiers des candidatures seront entièrement rédigés en langue française. Toutefois les dossiers en langues étrangères accompagnés d'une traduction en français seront recevables.

Le marché sera conclu dans l'unité monétaire suivante " EURO ".

### **4.2. Modifications de détails au dossier de consultation**

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard six (6) jours calendaires avant la date limite fixée pour la remise des candidatures, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des candidatures est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

### **4.3. Questions des entreprises sur la PLACE et renseignements complémentaires**

Pour obtenir tous renseignements complémentaires (techniques et autres) qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 10 jours calendaires avant la date limite de remise des offres une demande dématérialisée via la Plateforme des achats de l'Etat (PLACE) sur le site [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)

Tous les échanges avec le pouvoir adjudicateur se feront obligatoirement via la **Plateforme des achats de l'Etat (PLACE)** sur le site [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)

### **4.4. Visite des lieux**

Sans objet.

### **4.5. Contenu des plis**

**ATTENTION : LE CONTENU DU PLI A TRANSMETTRE EST DIFFERENT SELON QUE LE DISPOSITIF DUME  EST UTILISE OU NON :**

- pli électronique dans le cadre du dispositif DUME ;
- pli électronique hors dispositif DUME



Sous-dossier A - éléments relatifs à la candidature	
Situation juridique	Le formulaire DUME renseigné.
	La copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire.
Capacités économique et financière	<p>Déclaration du chiffre d'affaires global sur les trois derniers exercices comptables disponibles</p> <p><i>Le chiffre d'affaires moyen des trois derniers exercices n'est qu'un des éléments permettant de juger du potentiel financier des candidats.</i></p>
	Déclaration du chiffre d'affaires concernant les prestations auxquelles se réfère l'objet du marché réalisé au cours des 3 derniers exercices disponibles.
Capacités technique et professionnelle	Déclaration de l'effectif global en 2025 du candidat en distinguant le personnel d'encadrement.
	<p>Présentation de trois (3) références datant de moins de 3 ans relatives à l'exécution de diagnostics et de travaux de dépollution pyrotechnique en décrivant les prestations exécutées, couvrant l'ensemble des prestations exécutées pour une opération de dépollution pyrotechnique livrée, en passant par un diagnostic de pollution et terminant par le suivi de travaux de dépollution pyrotechnique, pour lequel le candidat aurait été mandaté par la maîtrise d'ouvrage. Les certificats de capacités réalisés par les donneurs d'ordre indiqueront pour chaque opération :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-La nature précise de la mission ;</li> <li>-L'intitulé de l'opération ;</li> <li>-Le coût global de l'opération (bâtiment seul) avec date de fin de chantier ;</li> <li>-Le montant de la mission exercée avec date de valeur ;</li> <li>-Les coordonnées précises du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre des opérations.</li> </ul> <p>Ces prestations devront avoir été réalisées par les intervenants (par l'agence et non par la société nationale),</p> <p>Ces 3 références seront chacune présentées suivant les fiches de présentation détaillées fournies en annexe II du présent règlement de la consultation.</p>
	<p>Certificats de qualification professionnelle :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• certificats de qualifications professionnelles : la preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat : la qualification des candidats devra répondre aux exigences de l'article 4 du décret 2005-1325 du 26 octobre 2005 et de l'annexe 1 de l'arrêté du 23 janvier 2006.</li> </ul> <p>L'article 4 du décret 2005-1325 du 26 octobre 2005 modifié précise que le choix de l'entreprise de dépollution pyrotechnique est effectué en fonction de la qualification de ses employés et de ses exigences en matière de sécurité des travailleurs. En conséquence, il est demandé aux candidats de fournir tous les éléments complémentaires permettant d'apprécier la recevabilité de leur candidature eu égard à ces deux critères.</p> <p>Les éléments complémentaires afférents à la qualification des employés seront présentés de la manière suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Encadrement, Qualité Hygiène, Sécurité, Environnement (QHSE) et Etudes : <ul style="list-style-type: none"> <li>- présentation de l'équipe projet (organigramme) ;</li> </ul> </li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- qualification des personnels chefs de projet ;</li> <li>- qualification des personnels responsable du management QHSE ;</li> <li>- qualification des personnels responsable des études (EST et ESP).</li> </ul> <p>La qualification des personnels est évaluée notamment dans les domaines suivants : management, gestion de projet, réglementation QHSE, sécurité pyrotechnique. Il est demandé la fourniture de documents démontrant la qualification : diplôme, brevet, attestation de formation ou de stage.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Diagnostic de pollution pyrotechnique : <ul style="list-style-type: none"> <li>- présentation de l'organisation adoptée et des personnels ;</li> <li>- qualification des personnels.</li> </ul> </li> </ul> <p>La qualification des personnels est évaluée notamment dans les domaines suivants : géophysique, topographie, utilisation des appareils de détection, formation aux logiciels de traitement des données. Il est demandé la fourniture de documents démontrant la qualification : diplôme, brevet, attestation de formation ou de stage.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Dépollution pyrotechnique. <ul style="list-style-type: none"> <li>- présentation de l'organisation adoptée et des personnels ;</li> <li>- qualification des personnels responsables de chantier ;</li> <li>- qualification des personnels opérateurs ;</li> <li>- qualification des personnels aides-opérateurs.</li> </ul> </li> </ul> <p>La qualification des personnels est évaluée dans les domaines décrits dans l'annexe 1 de l'arrêté du 23 janvier 2006 fixant le niveau des connaissances requises et les aptitudes médicales pour les personnes exerçant les fonctions de chargé de sécurité pyrotechnique, de responsable du chantier pyrotechnique et pour les personnes appelées à exécuter les opérations de dépollution pyrotechnique. Elle est évaluée également, pour les responsables de chantier, dans le domaine de la maîtrise des outils de D.A.O.</p> <p>Il est demandé la fourniture de documents démontrant la qualification : titre professionnel d'agent de dépollution des sols option risque pyrotechnique ou équivalent, titre professionnel d'opérateur en dépollution pyrotechnique ou équivalent, titre professionnel de responsable de chantier de dépollution pyrotechnique ou équivalent.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Formation continue</li> </ul> <p>Les candidats présenteront leur politique de formation continue (mode d'évaluation des personnels, plan de formation individuel, périodicité, etc...) et fourniront le registre prévu à l'article 6 de l'arrêté du 23 janvier 2006 précité.</p> <p>Les éléments complémentaires afférent aux exigences en matière de sécurité des travailleurs comporteront, notamment, la présentation des mesures prises pour former, informer et encadrer les aides-opérateurs, ainsi que la présentation des équipements de protection individuelle en dotation pour les opérateurs et aide-opérateurs.</p> <p>S'il s'appuie, pour présenter sa candidature, sur les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur public. Le candidat doit également apporter la preuve que chacun de ces opérateurs économiques mettra à sa disposition les moyens nécessaires, pendant toute la durée d'exécution du marché.</p>
Capacités matérielles	<p>Le candidat présente son écran de protection (constitution, matériaux, etc.) et démontre qu'il a la capacité de réduire, sur 260° au moins, l'étendue des zones d'effet (RLP&lt;250m) en cas d'explosion accidentelle liée aux opérations à caractère pyrotechnique (famille bombe d'aviation de 500lbs).</p>



	<p>Le candidat justifie que les capacités de son écran de protection sont suffisantes en ce qui concerne :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la protection vis-à-vis des éclats primaires (confinement) ;</li> <li>• la tenue d'ensemble du dispositif au souffle (temps de réponse et inertie de la structure par rapport aux projections d'éclats) ;</li> <li>• la limitation de la projection des éclats secondaires (projections liées à la nature du dispositif de protection).</li> </ul> <p>Le candidat justifie qu'aucun éclat primaire ne peut parvenir à franchir l'assise<sup>1</sup> de l'écran de protection.</p> <p>La tenue du dispositif de protection doit être justifiée :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• sous les actions statiques ;</li> <li>• sous les actions dynamiques : <ul style="list-style-type: none"> <li>- tenue au souffle ;</li> <li>- tenue à la pénétration des éclats.</li> </ul> </li> </ul> <p>Le candidat décrit les modes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• d'approvisionnement et de transport sur site ;</li> <li>• de déplacement ;</li> <li>• de montage ;</li> <li>• de démontage.</li> </ul> <p>Le candidat fournit l'approbation du dispositif par l'inspection du travail (avis joint) dans le cadre d'une étude de sécurité pyrotechnique réelle basée sur l'arrêté du 12 septembre 2011, <b>ou</b> les résultats de tests de son écran de protection, <b>ainsi que</b> l'avis d'un tiers indépendant, compétent en sécurité pyrotechnique ou en calcul de structure.</p>
--	---

**Toute candidature incomplète pourra être rejetée.**

Sous-dossier B – éléments relatifs à l'offre
L'acte d'engagement (A.E.) et son annexe I complétée * annexe I : Bordereau de prix unitaires (B.P.U)
Le détail quantitatif et estimatif (DQE), complété (annexe I au RC)
Un mémoire technique dont le contenu est détaillé dans le cadre du mémoire technique joint au présent DCE, et dont le formalisme est à respecter
Un RIB de l'entreprise

**Le candidat prendra soin de remplir correctement toutes les lignes du BPU (annexe 1 de l'AE) et du DQE (annexe 1 du RC), en s'assurant que tous les prix unitaires soient égaux entre les 2 annexes.**

En cas de déclaration de sous-traitance dès la remise de l'offre, le candidat devra indiquer dans l'acte d'engagement (et les annexes) les renseignements relatifs à la sous-traitance envisagée. Cet acte d'engagement sera accompagné des demandes d'acceptation des sous-traitants (DC4).

**Toute offre incomplète pourra être rejetée.**

<sup>1</sup> Terrain naturel situé en deçà de l'écran de protection.



Sous-dossier A - éléments relatifs à la candidature	
Situation juridique	DC1 ou autre pouvant y substituer.
	La copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire.
	Un extrait K ou Kbis et les pouvoirs de la personne habilitée pour engager la société .
Capacités économique et financière	Déclaration du chiffre d'affaires global sur les trois derniers exercices comptables disponibles ou DC2.  <i>Le chiffre d'affaires moyen des trois derniers exercices n'est qu'un des éléments permettant de juger du potentiel financier des candidats.</i>
	Déclaration du chiffre d'affaires concernant les prestations auxquelles se réfère l'objet du marché réalisé au cours des 3 derniers exercices disponibles.
Capacités technique et professionnelle	Déclaration de l'effectif global en 2025 du candidat en distinguant le personnel d'encadrement.
	Présentation de trois (3) références datant de moins de 3 ans relatives à l'exécution de diagnostics et de travaux de dépollution pyrotechnique en décrivant les prestations exécutées, couvrant l'ensemble des prestations exécutées pour une opération de dépollution pyrotechnique livrée, en passant par un diagnostic de pollution et terminant par le suivi de travaux de dépollution pyrotechnique, pour lequel le candidat aurait été mandaté par la maîtrise d'ouvrage. Les certificats de capacités réalisés par les donneurs d'ordre indiqueront pour chaque opération : -La nature précise de la mission ; -L'intitulé de l'opération ; -Le coût global de l'opération (bâtiment seul) avec date de fin de chantier ; -Le montant de la mission exercée avec date de valeur ; -Les coordonnées précises du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre des opérations. Ces prestations devront avoir été réalisées par les intervenants (par l'agence et non par la société nationale),  Ces 3 références seront chacune présentées suivant les fiches de présentation détaillées fournies en annexe II du présent règlement de la consultation.
	- Certificats de qualification professionnelle :  •certificats de qualifications professionnelles : la preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat : la qualification des candidats devra répondre aux exigences de l'article 4 du décret 2005-1325 du 26 octobre 2005 et de l'annexe 1 de l'arrêté du 23 janvier 2006.  L'article 4 du décret 2005-1325 du 26 octobre 2005 modifié précise que le choix de l'entreprise de dépollution pyrotechnique est effectué en fonction de la qualification de ses employés et de ses exigences en matière de sécurité des travailleurs. En conséquence, il est demandé aux candidats de fournir tous les éléments complémentaires permettant d'apprécier la recevabilité de leur candidature eu égard à ces deux critères.  Les éléments complémentaires afférents à la qualification des employés seront présentés de la manière suivante :

- Encadrement, Qualité Hygiène, Sécurité, Environnement (QHSE) et Etudes :
  - présentation de l'équipe projet (organigramme) ;
  - qualification des personnels chefs de projet ;
  - qualification des personnels responsable du management QHSE ;
  - qualification des personnels responsable des études (EST et ESP).

La qualification des personnels est évaluée notamment dans les domaines suivants : management, gestion de projet, réglementation QHSE, sécurité pyrotechnique. Il est demandé la fourniture de documents démontrant la qualification : diplôme, brevet, attestation de formation ou de stage.

- Diagnostic de pollution pyrotechnique :
  - présentation de l'organisation adoptée et des personnels ;
  - qualification des personnels.

La qualification des personnels est évaluée notamment dans les domaines suivants : géophysique, topographie, utilisation des appareils de détection, formation aux logiciels de traitement des données. Il est demandé la fourniture de documents démontrant la qualification : diplôme, brevet, attestation de formation ou de stage.

- Dépollution pyrotechnique.
  - présentation de l'organisation adoptée et des personnels ;
  - qualification des personnels responsable de chantier ;
  - qualification des personnels opérateurs ;
  - qualification des personnels aides-opérateurs.

La qualification des personnels est évaluée dans les domaines décrits dans l'annexe 1 de l'arrêté du 23 janvier 2006 fixant le niveau des connaissances requises et les aptitudes médicales pour les personnes exerçant les fonctions de chargé de sécurité pyrotechnique, de responsable du chantier pyrotechnique et pour les personnes appelées à exécuter les opérations de dépollution pyrotechnique. Elle est évaluée également, pour les responsables de chantier, dans le domaine de la maîtrise des outils de D.A.O.

Il est demandé la fourniture de documents démontrant la qualification : titre professionnel d'agent de dépollution des sols option risque pyrotechnique ou équivalent, titre professionnel d'opérateur en dépollution pyrotechnique ou équivalent, titre professionnel de responsable de chantier de dépollution pyrotechnique ou équivalent.

- Formation continue

Les candidats présenteront leur politique de formation continue (mode d'évaluation des personnels, plan de formation individuel, périodicité, etc...) et fourniront le registre prévu à l'article 6 de l'arrêté du 23 janvier 2006 précité.

Les éléments complémentaires afférent aux exigences en matière de sécurité des travailleurs comporteront, notamment, la présentation des mesures prises pour former, informer et encadrer les aides-opérateurs, ainsi que la présentation des équipements de protection individuelle en dotation pour les opérateurs et aide-opérateurs.

S'il s'appuie, pour présenter sa candidature, sur les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur public. Le candidat doit également apporter la preuve que chacun de ces opérateurs économiques mettra à sa disposition les moyens nécessaires, pendant toute la durée d'exécution du marché.

Capacités matérielles	<p>Le candidat présente son écran de protection (constitution, matériaux, etc.) et démontre qu'il a la capacité de réduire, sur 260° au moins, l'étendue des zones d'effet (RLP&lt;250m) en cas d'explosion accidentelle liée aux opérations à caractère pyrotechnique (famille bombe d'aviation de 500lbs).</p> <p>Le candidat justifie que les capacités de son écran de protection sont suffisantes en ce qui concerne :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la protection vis-à-vis des éclats primaires (confinement) ;</li> <li>• la tenue d'ensemble du dispositif au souffle (temps de réponse et inertie de la structure par rapport aux projections d'éclats) ;</li> <li>• la limitation de la projection des éclats secondaires (projections liées à la nature du dispositif de protection).</li> </ul> <p>Le candidat justifie qu'aucun éclat primaire ne peut parvenir à franchir l'assise<sup>2</sup> de l'écran de protection.</p> <p>La tenue du dispositif de protection doit être justifiée :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• sous les actions statiques ;</li> <li>• sous les actions dynamiques : <ul style="list-style-type: none"> <li>- tenue au souffle ;</li> <li>- tenue à la pénétration des éclats.</li> </ul> </li> </ul> <p>Le candidat décrit les modes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• d'approvisionnement et de transport sur site ;</li> <li>• de déplacement ;</li> <li>• de montage ;</li> <li>• de démontage.</li> </ul> <p>Le candidat fournit l'approbation du dispositif par l'inspection du travail (avis joint) dans le cadre d'une étude de sécurité pyrotechnique réelle basée sur l'arrêté du 12 septembre 2011, <b>ou</b> les résultats de tests de son écran de protection, <b>ainsi que</b> l'avis d'un tiers indépendant, compétent en sécurité pyrotechnique ou en calcul de structure.</p>
-----------------------	--

**Toute candidature incomplète pourra être rejetée.**

Sous-dossier B – éléments relatifs à l'offre
L'acte d'engagement (A.E.) et son annexe I complétés et signés électroniquement <ul style="list-style-type: none"> <li>• annexe I : Bordereau de prix unitaires (B.P.U)</li> </ul>
Le détail quantitatif et estimatif (DQE), complété et signé électroniquement (annexe I du RC)
Un mémoire technique dont le contenu est détaillé dans le cadre du mémoire technique joint au présent DCE, et dont le formalisme est à respecter
Un RIB de l'entreprise

**Le candidat prendra soin de remplir correctement toutes les lignes du BPU (annexe 1 de l'AE) et du DQE (annexe 1 du RC), en s'assurant que tous les prix unitaires soient égaux entre les 2 annexes.**

En cas de déclaration de sous-traitance dès la remise de l'offre, le candidat devra indiquer dans l'acte d'engagement (et les annexes) les renseignements relatifs à la sous-traitance envisagée. Cet acte d'engagement sera accompagné des demandes d'acceptation des sous-traitants (DC4).

<sup>2</sup> Terrain naturel situé en deçà de l'écran de protection.

Toute offre incomplète pourra être rejetée.

NB : En application de l'article L 2141-7 du code de la commande publique, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'exclure de la procédure de la présente consultation, les candidats qui, au cours des trois années précédentes, ont dû verser des dommages et intérêts ou ont été sanctionnées par une résiliation pour faute ou ont fait l'objet d'une sanction comparable du fait d'un manquement grave ou persistant à leurs obligations contractuelles lors de l'exécution d'un marché public antérieur passé par le service d'infrastructure de la défense SUD-OUEST.

La décision d'exclusion de la procédure de passation, prise par le représentant du pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article L 2141-7 du code de la commande publique précité, s'exerce nonobstant les mentions figurant, le cas échéant, dans la déclaration sur l'honneur produite en application du 1° de l'article R 2143-3 du code de la commande publique.

#### 4.6. Modalité d'envoi des plis

Voir les clauses de dématérialisation, annexe III du présent RC.

#### 4.7. Convention de nommage

Il est demandé aux candidats de respecter une **convention de nommage des documents**, de type :

**(projet n° 25 043 - intitulé du document (DC1 - DC2 - Kbis - annexes – cadre du mémoire technique - Qualifications etc...)).**

Des intitulés trop longs (> à 15 caractères) risquent de bloquer le téléchargement optimal du dossier et son décryptage par le RPA.

### ARTICLE 5 – JUGEMENT DES OFFRES

Le jugement sera effectué, dans les conditions prévues aux articles R. 2152-6 et R 2152-7 du code de la commande publique.

Les critères retenus et pondérés dans le jugement des offres évaluées sur un total de 100 points sont répartis de la manière suivante :

N° CRITERE	CRITERE	PONDERATION
1	PRIX	60 points
2	VALEUR TECHNIQUE	40 points

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de se faire communiquer des pièces financières qu'il estimera nécessaires lors de l'examen des offres.

#### 1) Prix des prestations sur 60 points

Les points seront attribués de la manière suivante :

CRITERE N° 1 : PRIX
La note de chaque candidat sera calculée sur la base du Détail Quantitatif Estimatif (DQE) selon la formule suivante :
$Note\ candidat = 60 \times \left( \frac{\text{offre la moins disante}}{\text{offre étudiée}} \right)$

#### 2) Valeur technique des prestations sur 40 points

Le candidat remettra OBLIGATOIREMENT un mémoire technique selon le cadre joint au présent dossier de consultation, comportant les éléments demandés pour le jugement des sous-critères 1, 2, 3 et 4, et qui sera le seul document analysé pour réaliser la notation du critère de la valeur technique.

## **CRITERE N° 2 : Cadre du mémoire technique**

Ce point sera jugé à partir d'une note méthodologie dans laquelle le candidat décrira les 4 sous-critères ci-dessous dans l'organisation qui sera mise en place pour assurer les prestations d'une mission commandée par bon de commande :

- Sous-critère n° 1 : Moyens techniques et méthodologie employée (10 points)
- Sous-critère n° 2 : Analyse des ESP (10 points)
- Sous-critère n° 3 : Moyens humains et références (10 points)
- Sous-critère n° 4 : Qualité des livrables (10 points)

## **ARTICLE 6 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

### **6.1. Contenu du dossier de consultation**

#### **•L'acte d'engagement (A.E) et son annexe :**

- Annexe I : Bordereau des prix unitaires (BPU)

#### **•Le présent règlement de consultation (RC) et ses annexes :**

- Annexe I : Devis quantitatif et estimatif (DQE)
- Annexe II : Cadre de présentation des références A, B et C

#### **•Le Cadre de Mémoire Technique**

#### **•Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) et ses annexes :**

- Annexe 1 : arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense.

#### **•Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P).**

### **6.2 Délai de validité des offres**

Le délai pendant lequel les concurrents restent engagés par leurs offres est de six (6) mois à compter de la date limite de remise des offres.

## **ARTICLE 7 : PROCEDURE DE RECOURS**

L'instance chargée des procédures de recours est le tribunal administratif de Bordeaux, 9 rue Tastet – 33 000 Bordeaux (Tél: 05.56.99.38.00).

Le service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours est le greffe du tribunal administratif de Bordeaux.

A Bordeaux, le 27/05/2026  
Le représentant du pouvoir adjudicateur,

*Par suppléance,*  
L'ingénieur en chef de 1<sup>ère</sup> classe Raoul DELEUZE  
Adjoint au directeur, chargé des opérations  
du Service d'Infrastructure de la Défense  
Sud-Ouest